

Point sur le mouvement social de mars-avril 2016 (17 avril 2016)

Le mouvement de mars 2016

Le mouvement social, engagé depuis le début du mois de mars contre, au premier chef, la « loi Travail » présentée par le gouvernement Valls/Hollande et dont, pour l'heure, il est encore difficile de prévoir l'évolution pourra apporter le meilleur comme le pire. L'objectif de ce texte n'est pas de faire une analyse à chaud des événements, qui se dérouleront selon leur propre logique, mais de réfléchir sur le contexte dans lequel ce mouvement émerge, précisément aujourd'hui, en France, et sur le rapport de forces qu'il serait nécessaire de mettre en place pour en faire un vrai mouvement de rupture avec l'ignoble collaboration de classes qui caractérise la vie sociale et politique dans ce pays depuis bientôt un siècle.

Il est remarquable de voir que, alors que le mouvement avait à peine démarré, les organisations encadrant le mouvement social : UNEF, CGT, FO et SUD n'ont absolument pas attendu pour se porter en tête et prendre une posture avancée vis-à-vis de la contestation. Pour une part cela témoigne de leur crainte de voir les choses échapper à tout contrôle, mais pour une autre part cela montre aussi que le mouvement se satisfaisait encore largement de cet encadrement. Tout comme le gouvernement, les forces de la conciliation sociale sentent, ou pressentent qu'une révolte générale est possible, et probable.

Pour autant que ce mouvement se cherche des références historiques, il n'a à offrir que des « victoires » en trompe l'œil (le CPE) des défaites (retraites 2010) et l'inévitable mai 68. Que, 48 ans après la « victoire » de mai-juin 1968, il faille se mobiliser pour empêcher l'augmentation de la semaine de travail et la baisse des salaires en dit long sur l'impasse du réformisme et sur le fait que, tant que le mode de production capitaliste n'aura pas été aboli, aucune « réforme », même obtenue au prix d'une grève générale massive, ne saurait améliorer de façon durable le sort du prolétariat.

Une bourgeoisie le dos au mur.

Le plus grand danger qui guette le mouvement naissant est qu'il serve, *in fine*, à régénérer une social-démocratie qui se présenterait comme une alternative de gauche à l'austérité promise par le reste de la classe politique, sans jamais remettre en cause les fondements sur lesquels est construite la société capitaliste. Nous entendons par social-démocratie régénérée la mouvance qui va de la gauche du PS (Aubry, « frondeurs »...) aux gauchistes (LO/NPA) en passant par les staliniens (PCF) et le parti de gauche (Mélanchoniens) et autres écologistes, postés en embuscade sur les réseaux sociaux avec la candidature de 2017 en ligne de mire. Déjà, dans le reflux du mouvement contre la réforme des retraites de 2010, le slogan « rendez-vous en 2012 » sonnait la démobilisation de la rue au profit du grand cirque électoral. On sait ce qu'il en est advenu.

C'est en fait une totale illusion de penser que l'une ou l'autre fraction de la bourgeoisie, ou les « partis ouvriers bourgeois » qui lui sont rattachés pourraient mener une autre politique. L'agression anti-prolétaire que représente la loi « Travail » (dite aussi « El Khomry », du nom de la ministre qui la porte) doit être replacée dans un double contexte : mondial et européen. Cette loi, qui a déjà fait l'objet d'une réécriture sous la pression de la rue, ne vise qu'à faciliter la soumission du salariat aux vicissitudes de la production capitaliste en rendant plus flexible

le temps de travail et le salaire qui lui est associé. Ceci revient à accroître les contraintes qui pèsent sur le prolétariat et ouvre la possibilité de le faire travailler plus pour un salaire abaissé. En outre, la possibilité de négociations au niveau de l'entreprise permet de déroger à la loi nationale qui perd de ce fait son aspect contraignant. Depuis plusieurs décennies, la hiérarchie des nations capitalistes qui plaçaient en tête les Etats-Unis d'Amérique, puis l'Europe du Nord, le reste de l'Europe, puis les continents asiatique, américain et africain, est remise en cause de multiples façons. Cela ne signifie pas (il y faudra pour cela une guerre mondiale, dont l'issue pourrait être catastrophique pour tout le genre humain et qui vienne sanctionner les nouveaux équilibres en train de se construire) que cet ordre se soit aujourd'hui inversé. Mais la bourgeoisie européenne N'A PAS D'AUTRE CHOIX que de faire peser au prolétariat le poids de ce rééquilibrage, en baissant le coût de reproduction de la force de travail, en dégradant les appareils de protection sociale et les systèmes de solidarité mis en place au sortir de la deuxième guerre mondiale, en flexibilisant l'appareil productif pour coller au plus près aux aléas de la conjoncture avec des travailleurs corvéables. Si l'on en croit les économistes libéraux, la France qui a moins de 1% de la population mondiale organise la redistribution de 15% du total mondial des transferts sociaux ; à l'échelle de l'Europe, qui représente 10% de la population mondiale ce sont 40% des transferts sociaux. Revenir sur ces avantages est, pour la bourgeoisie une nécessité absolue. Mais il faut en même temps qu'elle puisse continuer à suivre – et précéder – le mouvement d'innovation du capital, et donc bénéficier d'une force de travail formée, qualifiée, énergique et volontaire pour développer de nouveaux secteurs de l'économie fondés sur l'innovation et la recherche et de manière plus générale développer des activités qui permettent de conserver une position supérieure sur l'échelle industrielle (par exemple produits haut de gamme, luxe versus bas de gamme et marchandises communes, protectionnisme larvé au nom de considérations écologiques, etc.)

Cependant, la bourgeoisie a à mener ses « réformes » tout en prenant garde de ne pas déclencher une révolution sociale (pudiquement appelée « explosion sociale » dans les médias et la littérature). Les modes opératoires ont varié, depuis une quarantaine d'années en Europe depuis la main de fer de Thatcher en Grande-Bretagne dans les années 1980. La co-gestion à l'Allemande pour faire passer les réformes Hartz dans les années 2000 en Allemagne, les diktats européens pour la Grèce et l'Espagne dans le milieu des années 2010 aboutissent aux mêmes effets : baisse des salaires et des pensions, précarisation accrue, boulots « flexibles » et mal payés... On remarquera, que ce sont alternativement des gouvernements de « droite » (Rajoy en Espagne) ou de « gauche » (Schröder pour l'Allemagne, Renzi pour l'Italie, Stipras pour la Grèce) qui officient. Les politiciens et les médias français croient nous faire honte en mentant sans vergogne sur la « baisse du chômage » observée en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en taisant soigneusement les salaires indécentes (4 Euros de l'heure, 10 heures par jour), les contrats « zéro heure », les « CDI » de trois ans et ainsi de suite.

La bourgeoisie française, tout en menant régulièrement des attaques contre le prolétariat (notamment sur la durée du travail par l'allongement de la durée de vie au travail en reculant l'âge de la retraite) a longtemps hésité à attaquer de front, de peur, sans doute d'une réaction de masse qui pourrait devenir incontrôlable. En 2009, Sarkozy lui-même rappelait, dans *Le Monde* que *"la France n'est pas le pays le plus simple à gouverner du monde"(...) "les Français ont guillotiné le roi" (...)"au nom d'une mesure symbolique, ils peuvent renverser le pays"*.

Le PS français est d'autant plus décidé à passer à l'offensive que l'ANI, la loi Macron, qui apparaissent comme des brouillons de la loi Travail n'ont suscité que très peu de réactions. Le

parti socialiste achète ainsi son entrée dans la famille des partis de gouvernement capables de satisfaire les diktats du capital mondial, préparant la voie à une « modernisation » de l'économie qui pourra ensuite profiter à n'importe quelle équipe au pouvoir, droite ou extrême-droite. Dans tous les cas, à l'instar de ce qui s'est passé en Grèce avec Syriza, aucun parti politique, tant qu'il ne se situe pas clairement dans le cadre révolutionnaire de la revendication d'une destruction totale du capitalisme, ne peut faire autrement que de prendre de telles mesures. Cela revient à dire que seul le parti prolétaire (aujourd'hui insignifiant) a un programme susceptible d'éviter que le prolétariat ne doive boire jusqu'à la lie l'amer breuvage de l'austérité, jusqu'à ce que l'ultime résolution des contradictions en cours débouche dans une guerre généralisée contre laquelle il sera difficile de s'élever.

Indépendamment même de la concurrence des nouveaux impérialismes (pays du Sud, BRICS...), le mode de production capitaliste est incapable de faire face aux grands défis auxquels s'affronte l'humanité, comme par exemple le vieillissement lié aux progrès de la santé et de l'espérance de vie. Christine Lagarde, directrice générale du FMI disait début mars 2016 que les systèmes de santé publique et de retraites deviendraient insoutenables dans les années à venir. Nous n'hésiterons pas à dire *qu'elle a raison*. Le mode de production capitaliste, qui a développé les forces productives et fourni ce formidable révolutionnement constant dont parle le Manifeste du Parti Communiste, est parfaitement incapable de résoudre de tels défis. Ceux-ci ne pourront l'être que dans un monde non marchand, débarrassé de la propriété privée et de la concurrence mortifère des entreprises capitalistes. Bref, un monde où s'organisera « la communautés de producteurs associés » (Marx), un monde communiste.

Il n'y a pas de « bon » contrat de travail dans la société capitaliste.

Encore une fois, le camp réformiste nous fait le coup de la « défense des acquis », en oubliant que le statu quo est la pire des choses. Il ne saurait y avoir de relation de travail juste, « égalitaire » ou équilibrée, dans une société où une minorité détient tous les moyens de production et d'échange et où l'immense majorité ne dispose que de sa force de travail pour survivre. Les modalités pour enterrer la lutte sont rodées depuis longtemps, les syndicats appellent à des journées d'action très espacées (la prochaine est prévue pour le 29 avril 2016), maintiennent en parallèle des actions catégorielles (hôpitaux, transports, ...), ne font pas d'appel à l'élargissement des luttes et se cantonnent à leurs bastions traditionnels fortement marqués par la fonction publique.

Si le mouvement de mars reste sur la défensive, il ne fera, au mieux, que retarder les échéances, face à des mesures que la bourgeoisie sera historiquement contrainte de prendre, de toutes les façons.

Nous en sommes là aujourd'hui (mi-avril). Le grand chaudron social bout de mille contradictions et frustrations accumulées, de misère sociale profonde, de désarroi face aux évolutions de la société, d'aigreurs des jeunes déclassés qui pensent « valoir mieux que ça », de rage rentrée de ceux que l'on méprise et que les gouvernants prennent éternellement pour des cons...

La Nuit Debout

En réaction à la canalisation du mouvement et parce qu'il ne répond pas à la plupart des questions qui se posent au-delà de l'aménagement ou du retrait de la loi Travail, va se développer le mouvement de la « nuit debout ». Cette initiative est lancée par les équipes du

journal amiénois Fakir, fort du succès récent de leur documentaire ridiculisant le très grand patron du groupe LVMH, Bernard Arnault, entourées de syndicalistes, de précaires et intermittents, d'étudiants et lycéens. Ils appellent à une « nuit rouge » qui fait révélateur deviendra avec le collectif « convergence des luttes » qui se constitue pour lancer et porter le mouvement une « nuit debout ». Un relais organisationnel important lui sera fourni par l'association droit au logement qui lutte depuis plus de 25 ans pour améliorer le sort des mal-logés et des sans-logis. L'initiative va trouver son public auprès de la jeunesse estudiantine et des intellectuels précaires, renforcés par des militants des diverses organisations de la gauche de gauche.

L'idéologie du mouvement qui se défie des partis et des syndicats emprunte aussi bien au socialisme bourgeois qu'au socialisme petit-bourgeois moderne, (le socialisme porté par les nouvelles classes moyennes). Il reprend sur fond de démocratie directe et de nouvelles technologies – l'une ne va pas sans l'autre - de vieilles lunes remises au goût du jour et des préoccupations de l'heure (critique des formes les plus parasitaires du mode de production capitaliste (spéculation, grands actionnaires) et non de la production de plus-value, d'une fraction de la bourgeoisie (baptisée oligarchie) et de sa politique dite néo libérale, retour à une agriculture pré capitaliste (ou du moins supposée telle ; sa réalité étant bien plus complexe) mais marchande, végétarisme, bien-être animal et anti-spécisme, coopératives de consommation, anti-racisme, LGBT, etc. Le mouvement se caractérise aussi par son rejet des partis comme des organisations ouvrières et la mise en avant de l'individu. Il se situe dans le prolongement des mouvements de même nature qui ont secoué les Etats-Unis (Occupy Wall Street) ou l'Espagne (Indignados) ; ces mouvements eux-mêmes faisaient notamment écho aux révolutions arabes. En France, une première tentative, avortée, de ce genre, à la Bastille, avait eu lieu, en 2011, à la suite du mouvement espagnol. La Nuit Debout s'est étendue à de nombreuses villes en France mais aussi, en Belgique, Espagne, Allemagne (Berlin), Angleterre (Londres), ...

La composition sociale des étudiants a bien évolué depuis mai 1968 qui reste le dernier grand mouvement social. Plus de la moitié d'une génération entame des études supérieures et doit souvent travailler en même temps qu'elle étudie. D'un autre côté, ces études sont aussi l'occasion de circonscrire une surpopulation latente à la fois en la coupant du travail productif et en l'occupant à ingurgiter de pseudos sciences. Cependant, en dépit de ces changements et pour une part aussi à cause d'eux, l'idéologie petite bourgeoise reste leur idéologie la plus radicale.

Le jour d'après

Les animateurs à l'origine du mouvement sont conscients qu'il faut qu'il aille bien au-delà des catégories sociales qu'ils ont mobilisés, et qu'il sorte des places. Comme le remarquait un des initiateurs du mouvement, Julien Bayou, porte-parole d'un mouvement écologiste (EELV) et conseiller régional : «ni les banlieues ni la classe ouvrière ne sont pour le moment représentées» (7 avril) ; depuis, bien que le mouvement ait tendance à s'étendre (au moins géographiquement), la jonction est encore loin d'être faite. On ne doit pas oublier cet autre événement, aujourd'hui bien plus considérable, qui a vu le départ de plus d'un millier de jeunes français et françaises (et plusieurs milliers à l'échelle de l'Europe, qui ont généralement la nationalité de leur pays de résidence), dont un quart de converti(e)s, pour une bonne part diplômés et qui ne se sont généralement pas radicalisés en prison. Ils sont partis rejoindre, au

péril de leur vie, le mouvement révolutionnaire pro-capitaliste de l'Etat islamique qui vise à instaurer un état national, qui permettrait à la fois de restaurer le pouvoir perdu des classes dominantes d'obédience sunnite et l'émergence d'une bourgeoisie nationale sur les décombres des Etats syriens et irakiens actuels. Ceux qui ont commis les attentats en France et en Belgique ont un profil un peu différent : ils sont un peu plus vieux que la moyenne ; ils sont passés par le décervelage organisé par l'Etat islamique ; ce sont des hommes, arabes nés en Europe, et plusieurs d'entre eux ont un passé de délinquants. Leurs actes sont à l'origine de l'Etat d'urgence et de lois liberticides dont nous savons qu'elles sont tournées, en dernière analyse, contre le prolétariat. Il n'aura pas fallu longtemps pour que l'Etat d'urgence soit utilisé pour réprimer les manifestations de la lutte entre les classes. Au-delà des forces de répression traditionnelles (CRS, gendarmes mobiles, les rues sont pleines de militaires en armes, disponibles si la situation dégénérait).

Pour les initiateurs de la Nuit Debout, il s'agit de faire prendre au mécontentement profond qui gronde partout une autre voie que le vote pour le parti d'extrême droite. Il est certain que ce mouvement avortera s'il n'est pas capable d'intégrer (de façon à ce qu'il en prenne la tête), le prolétariat actif et notamment celui des petites entreprises (qui représente 50% du salariat en France), les chômeurs et les évacués du dispositif, les « bénéficiaires » du RSA... Ce n'est que dans un tel grand mouvement que les illusions envers le Front National comme « ultime essai » pourraient se dissoudre, car ce parti est tout sauf l'ami des prolétaires¹ ; sa politique économique et sociale est toute entière orientée pour favoriser une plus grande exploitation de la force de travail.

Mais, au fond, leur objectif vise à régénérer une aile gauche de la social-démocratie, composée d'une aile du PS, des mélenchonniens, d'un appareil Cégétiste intermédiaire mobilisé contre sa direction, d'un PCF en mutation, d'écologistes, des rabatteurs gauchistes et qui se poserait en rempart contre l'extrême-droite, lors des futures joutes électorales. La promptitude de ces pompiers à prendre place dans les luttes et à se manifester dans les cortèges n'augure, pour l'instant, rien de bon. D'un autre côté, l'insistance traditionnelle des libertaires, autonomes et crypto-situationnistes à vanter l'assemblée générale, le comité de lutte comme lieux de la « vraie vie » fait partie de la rhétorique poussive qui rythme ce type de conflits. Les assemblées, les comités, les conseils mêmes, ne sont que des formes vides si elles ne se dotent pas d'un programme dont la mise en œuvre constituerait, potentiellement, mais de manière immédiate, un début de dépassement du capitalisme et le prolétariat ne peut rien attendre de bon de cette politique inter-classiste prônée par la néo social-démocratie

Cependant le parti prolétaire sait aussi que les classes moyennes peuvent être des précurseurs d'un mouvement social qui peut le mener bien au-delà des vues étriquées de la classe moyenne. Nous ne savons pas aujourd'hui où s'arrêtera cette dynamique. De même, le prolétariat dans le cadre d'une stratégie de révolution permanente doit veiller à la fois à l'indépendance du prolétariat vis-à-vis de tous les autres partis et lutter pour que la république démocratique, le régime qui permet à l'ensemble de la bourgeoisie d'exercer le pouvoir politique et l'ultime champ de bataille entre le prolétariat et la bourgeoisie, soit la plus démocratique possible et, de

¹ Si les initiateurs de la « Nuit Debout » visent à faire retourner le mécontentement dans le giron de la social-démocratie, l'extrême droite qui rêve de la place Maïdan ne reste pas inactive dans le mouvement. A Lille ou à Lyon, notamment, elle était semble-t-il très bien représentée dans les assemblées. Car pour elle, la France vit sous le joug du « socialisme » sous François Hollande.

ce point de vue, il lutte aux côtés du parti démocratique le plus conséquent. Si ce mouvement parvenait à s'étendre et, mieux encore, à prendre une assise européenne si ce n'est plus, la question d'un mot d'ordre demandant une assemblée constituante européenne serait posée.

Si le mouvement devait s'étendre et se développer, il serait inévitablement confronté à la question de la violence et de son organisation pour faire face à la violence d'Etat. Dans le contexte lié à l'état d'urgence, l'usage de la force de la part de l'Etat ne fait aucun doute et c'est d'ailleurs une constante forte depuis des années, dans tous les pays européens. Les niveaux de répression en Grèce, en Espagne, en France lors des manifestations est très élevé, et à cela s'ajoute la mobilisation de l'appareil judiciaire, comme on a pu le voir pour les travailleurs d'Air France, de Goodyear, et de nombreux autres cas moins connus : amendes, peines de prison, gardes à vue...

Le besoin d'un nouveau parti communiste international.

Loin de souscrire aux desideratas du socialisme petit bourgeois, le prolétariat doit se constituer en parti politique indépendant et opposé aux autres partis. C'est la seule forme, le seul organe fondamental, qui lui permette d'allier et d'unifier science, conscience, volonté et instinct pour marcher à la conquête du pouvoir politique

Le prolétariat a toujours exprimé sa force lorsqu'il disposait de son organisation internationale, qu'il était ainsi capable de tenir tête aux différents gouvernements et d'avoir sa propre « politique étrangère » (statuts de l'AIT 1864). L'internationalisme est un besoin et une nécessité profonde pour préparer les prochains assauts au vieux monde, et il ne pourra s'exprimer que si se reconstitue, à l'échelle internationale, un parti révolutionnaire, communiste, capable d'unifier les actions des prolétaires des différents pays et de développer une stratégie et une tactique cohérentes au plan international.

Seul un programme révolutionnaire...

Pour abolir définitivement les inégalités sociales, l'exploitation, la misère, les vies étriquées et l'angoisse du lendemain, il faudra remettre à l'ordre du jour le mot d'ordre d'une révolution radicale, et se doter à nouveau d'un programme révolutionnaire. Dans un pays avancé, les mesures à envisager par un gouvernement révolutionnaire ressembleraient à ceci :

Travail :

- ❖ Diminution drastique et immédiate de la durée du travail en intégrant un temps de formation polytechnique (y compris pour apprendre à gérer le semi-Etat prolétaire dont l'organisation vise au maximum de simplicité) à ce temps de travail.
- ❖ Généralisation du travail et du travail manuel à tous les membres de la société en âge et capables de travailler.
- ❖ Interdiction du travail de nuit et du travail posté là où il n'est pas strictement nécessaire (santé, sécurité...)
- ❖ Mesures visant à socialiser le travail domestique (cuisine, ménage, blanchisserie, garde d'enfant, ...)
- ❖ Rotation des tâches et partage des tâches collectives sous la forme d'un service civil.
- ❖ Diminution des bureaucraties centrales dans les administrations d'Etat et territoriales

Economie

- ❖ Développement de secteurs publics reposant sur une gratuité des services (santé, éducation, ...)
- ❖ Passage entre les mains de l'Etat des banques, assurances et création d'une entité unique.

- ❖ Mise en place d'une planification et comptabilité sociales afin de répartir la force de travail entre les grandes branches d'industrie.
- ❖ Passage entre les mains de l'Etat prolétarien des grandes entreprises.
- ❖ Mesure visant à favoriser le regroupement des petites entreprises dans des entités plus vastes et mutualisation des moyens pour permettre l'augmentation de la productivité sociale, une des conditions de la diminution du temps de travail.
- ❖ Suppression des impôts indirects, Impôt progressif sur le revenu, Abolition de l'héritage ; Mise en place d'une contremarque sociale basée sur le temps de travail (l'équivalent des bons de travail promus par le marxisme au XIX^e siècle) pour gérer la consommation individuelle. Cette contremarque n'est pas de l'argent, car elle ne peut pas s'accumuler et salarier la force de travail.

Aménagement du territoire

- ❖ Réquisition de logements afin d'améliorer immédiatement la situation des mal logés.
- ❖ Arrêt du développement des constructions dans les grandes villes et leur agglomération.
- ❖ Mesures visant à réconcilier la ville et la campagne. Développement d'une force de travail dans l'agriculture, les forêts, la mer.

Sécurité

- ❖ Suppression de l'armée permanente, armement du prolétariat, création de milices assurant les tâches de police.

Administration

- ❖ Suppression du parlement, démantèlement des administrations d'état et des administrations locales pour restituer la gestion de la vie sociale à la communauté des producteurs associés. Mise en place de conseils sur une base territoriale (soviets) en charge de l'administration de la société et réunissant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.
- ❖ Responsabilité et révocabilité à tout moment des représentants élus
- ❖ Revenu des représentants égal au salaire moyen.
- ❖ Unification de tous les pays ayant accompli la révolution et abolition des frontières

Education

- ❖ Mise en place dès le plus jeune âge d'une éducation combinant les apprentissages fondamentaux, le travail manuel, le sport et la créativité et la participation à la vie collective
- ❖ Création d'équipements permettant aux femmes de se libérer des tâches domestiques

Religion

- ❖ Séparation totale de l'église et de l'état. Renvoi de l'activité religieuse à la sphère strictement privée

Robin Goodfellow – Avril 2016

www.robngoodfellow.info

Contact : robin.goodfellow@robngoodfellow.info

www.facebook.com/robin.goodfellow.5015